

**ACCUEIL DES PARTICIPANTS AU
COLLOQUE « ACTEURS LOCAUX,
BATISSEURS DE L'EUROPE SOCIALE »**

**ALLOCUTION DE PIERRE MAUROY
HOTEL DE VILLE
MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2000**

Handwritten signatures: Gérard Caudron, Marie-Hélène, Patrick Kanner, Raymond Vaillant, and others.

*Gérard CAUDRON
Député européen*

*Raymond Vaillant
1^{er} adjoint honoraire*

**Monsieur Patrick KANNER, Président de
l'Union Nationale des Centres
Communaux d'Action Sociale, Président
du Comité des Experts Organisateurs,**

**Monsieur Jacques DELORS, ancien
Président de la Commission Européenne,**

**Madame Odile QUINTIN, Directeur Général
à la Direction Emploi et Affaires Sociales,
représentant la Commission Européenne,**

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite chaleureusement la bienvenue à l'Hôtel de Ville de Lille, dans cette maison commune qui est le symbole de l'unité, de la citoyenneté et de la solidarité des Lilloises et des Lillois.

Je suis particulièrement heureux d'accueillir dans cette maison les parlementaires européens, élus régionaux, départementaux et municipaux de onze villes de l'Union Européenne, responsables de structures médicales et sociales, représentants d'organisations non gouvernementales, intervenants sociaux et

associatifs, universitaires et chercheurs réunis à Lille à l'occasion de ces journées européennes.

Je salue plus particulièrement Monsieur Patrick Kanner, qui est ici chez lui, en sa qualité d'Adjoint au Maire délégué à l'Action Sociale, et de vice-président du Conseil Général du Nord, chargé de l'Action Sociale.

Nous nous trouvons au cœur même d'un ancien quartier populaire de Lille, le quartier St-Sauveur, où il y a un peu plus d'un siècle, des milliers de familles ouvrières vivaient dans des conditions particulièrement difficiles.

Le grand poète français Victor Hugo, dont l'œuvre et les combats sont connus bien au delà des frontières de notre pays, avait visité ce quartier au milieu du XIXème siècle, et avait traduit ses impressions par ce cri du cœur effrayant : « Caves de Lille ! On meurt sous vos pierres « .

Dans un estaminet voisin, un chant devenu légendaire, **l'Internationale**, a été entendu pour la première fois au monde. En effet, la musique de l'hymne des travailleurs a été écrite par un ouvrier lillois d'origine belge, Pierre Degeyter.

Après la Première Guerre mondiale, lorsque l'un de mes prédécesseurs, le maire de Lille Gustave Delory, dut reconstruire l'Hôtel de Ville qui avait été détruit par un incendie, il choisit volontairement d'installer le nouveau bâtiment dans ce quartier, et d'y édifier un beffroi de 105 mètres de haut, qui serait visible de plusieurs dizaines de kilomètres.

Les beffrois sont devenus le symbole de nos libertés communales, car nos ancêtres ont lutté pour les conquérir, et surtout pour les conserver. L'alternance, depuis plusieurs siècles, de périodes de prospérité, et de misère parfois insupportable, a forgé le caractère des Lillois, où l'espérance et le

dynamisme reposent sur le sentiment, solidement ancré en nous, que nous devons d'abord compter sur notre propre volonté pour dominer notre destin.

Lille et le Nord-Pas de Calais, comme je l'ai souligné lors de mon intervention, il y a une heure, à Lille-Grand Palais, sont au cœur d'une des régions les plus urbanisées d'Europe.

Ici, on a toujours travaillé, et beaucoup. Les premières pages de l'Histoire industrielle se sont écrites dans cette terre des Flandres, dès le Moyen-Age, avec les tisserands. La misère ouvrière, elle aussi, est demeurée une constante pendant des générations.

Ici, on a aussi toujours connu la richesse, grâce au négoce, aux échanges maritimes et aux grandes foires commerciales.

Ainsi, disputée par les princes, enjeu des guerres des souverains, soumises aux blocus, aux sièges et aux occupations, cette région a vu ses frontières changer constamment.

C'est une terre d'immigration, de brassage continu, de mixité humaine et sociale exemplaire. Depuis seulement un siècle et demi, elle a accueilli des communautés belges, polonaises, italiennes, espagnoles, portugaises et nord-africaines.

Tous ont appris à vivre ensemble, parfois avec des tensions, mais également avec un esprit de solidarité et d'entraide exceptionnel, qui est en réalité la marque de notre identité profonde.

Ce n'est certainement pas un hasard si nous sommes également le terreau d'une vie associative et mutualiste intense, d'expériences originales de démocratie

participative, comme le Conseil Communal de Concertation lillois, ou nos conseils de quartier.

Ensemble, depuis trente ans, les habitants de la métropole lilloise ont cherché, et trouvé les réponses à la grave crise économique qui les a frappés, lorsque l'industrie traditionnelle s'est peu à peu effondrée.

Les observateurs qui connaissent bien le Nord-Pas de Calais le disent tous : cette région offre un exemple relativement exceptionnel d'un territoire où la solidarité n'est pas un simple mot d'ordre, une intention affichée.

Bien sûr, nul ne peut le contester, d'importantes inégalités subsistent. Le chômage est toujours fort dans certains bassins, et le niveau de développement des villes est parfois très différent.

Les conditions de vie d'une partie de nos concitoyens sont encore trop difficiles, et le rôle des travailleurs sociaux est essentiel, auprès de ces populations.

Mais il n'y a pas de ghettos. Dans les rues de nos villes, vous croiserez toutes les classes sociales. L'Orchestre National de Lille, où vous serez accueillis demain soir, propose des concerts à tous les publics, quel que soit leur niveau culturel.

Le TGV-Nord, que vous avez peut-être emprunté pour vous rendre à Lille, irrigue notre métropole, comme notre métro, qui amène les habitants des villes voisines au cœur de notre centre d'affaires et de commerces Euralille.

Le Palais des Beaux-Arts, que vous visiterez dans deux jours, ouvre ses portes à tous, et de tous les quartiers lillois, des écoles de Roubaix, de Tourcoing, on vient visiter ses collections.

Le développement lillois, qui a été la locomotive de notre mutation, engagée pendant les années 80, s'étend désormais à toute l'agglomération, où de très importants chantiers économiques, urbanistiques et sociaux sont actuellement en cours.

Il n'y a pas de ghettos, parce que nous ne savons pas les créer. Je dirais même que c'est totalement contraire à notre nature.

A Lille, les logements sociaux, qui sont depuis longtemps supérieurs au seuil de 20% souhaité par l'Etat, puisqu'ils avoisinent un quart du parc immobilier global, sont d'ailleurs répartis dans l'ensemble de nos dix quartiers, et les maisons bourgeoises et les habitations à loyer modéré sont voisines, ce qui surprend parfois nos visiteurs étrangers.

C'était donc possible, nous disent-ils ? On pouvait mêler différents types d'habitats, différentes populations, sans créer de problèmes sociaux ?

non -

l'absence d'insupportable

Création de logements sociaux dans les années 80 - c'est une réussite de l'urbanisme lillois. Mais pour les quartiers sociaux, il faut plus de moyens.

Mais bien sûr, ça l'était. L'Histoire le prouve, puisqu'il ne faut pas oublier que la séparation de l'habitat et des populations est une invention de la fin du XIXème siècle, et nous sommes tous conscients, désormais, qu'elle a été la source de nombreuses tensions dans les villes.

Voilà pourquoi il m'apparaît tout à fait légitime que ce colloque se tienne à Lille, dans le Nord-Pas de Calais, sur ce territoire de l'action collective et concrète, véritable laboratoire de nouvelles pratiques associatives et sociales depuis plusieurs années.

Oui, soyez les bienvenus à Lille, capitale, pendant quatre jours, de l'Europe sociale.

Je suis particulièrement heureux de vous souhaiter la bienvenue à Lille, et de vous accueillir dans cette enceinte, où se sont déroulées, depuis son inauguration il y a six ans, plusieurs manifestations nationales et internationales, consacrées à la défense des droits fondamentaux, de la dignité et de la liberté, en Europe et dans le monde, ~~A~~ ainsi qu'à l'échange d'expériences entre les villes, aujourd'hui toutes confrontées, à des degrés divers, à des enjeux importants dans ces domaines.

Je salue Patrick KANNER, président de l'UNCCAS, Adjoint au Maire de Lille et vice-président du Conseil Général du Nord, en le remerciant d'avoir eu l'initiative de cette rencontre lilloise.

Je salue l'ensemble des personnalités présentes, élus municipaux, départementaux et régionaux, parlementaires nationaux et européens, universitaires, chercheurs, intervenants sociaux et associatifs,

responsables de structures médicales ou sociales, représentants d'organisations non gouvernementales, qui soutiennent cette initiative, et ont choisi de se retrouver à Lille, pendant les quatre journées de ce colloque de grande envergure, pour y échanger leurs expériences.

La tenue d'une manifestation consacrée à l'Europe sociale est opportune, au moment où la France assure la présidence de l'Union Européenne, quelques mois avant le sommet européen de Nice.

Et je suis heureux qu'elle se déroule à Lille, qui avait d'ailleurs déjà accueilli, il y a trois ans, le « G7 Social » réunissant les ministres du Travail et de l'Emploi des plus grands pays industrialisés.

En effet, chacun en est parfaitement conscient, il est devenu indispensable, désormais, d'approfondir ce débat, car la

*Je suis sûr que les
partenaires sociaux
de la région de Lille
ont été très impliqués
dans la préparation
de ce colloque et
sont très impliqués
dans le débat
sur le travail
et la formation.*

nature sociale de la construction européenne n'apparaît pas suffisamment.

Pendant plusieurs dizaines d'années, cette absence ne s'est pas réellement fait sentir, dans la mesure où la construction même de l'Europe était au premier plan.

L'Europe était d'abord un défi économique, l'union des Etats autour d'un projet commun, d'un marché, dont on a progressivement établi les règles. Peu à peu, elle est devenue plus politique, plus institutionnelle, à mesure qu'elle gagnait en légitimité. Mais sa dimension sociale n'a jamais constitué une priorité.

En dressant ce constat, je ne formule pas une critique, car il était naturel que l'Europe se préoccupe prioritairement de consolider ses fondations. Qui plus est, elle l'a fait à une époque tout à fait différente de celle que nous vivons actuellement.

Songez que depuis cinquante ans, nous avons vécu l'alternance d'une période de prospérité économique sans précédent, celle que l'on a appelée les Trente Glorieuses, et immédiatement après, vingt-cinq années de crise profonde, économique et sociale.

L'œuvre européenne s'est réalisée dans ce contexte d'euphorie et de dépression de nos sociétés occidentales, et dans un monde dont les transformations ont elles aussi été immenses.

Désormais, nous sommes placés devant trois défis : le premier, à mon sens est de rester un exemple pour l'ensemble des Etats en voie de développement, confrontés à des pratiques économiques et sociales très diverses, et en tout cas très différentes des nôtres.

Le deuxième, plus proche, concerne nos voisins immédiats, candidats à l'entrée dans l'Union Européenne, dont les économies sont aujourd'hui dans une phase de transition.

Enfin, évidemment, nos concitoyens, dans les différents pays de l'Union Européenne, sont au premier chef intéressés par les avancées sociales de l'Europe.

Je l'ai dit, elles sont insuffisantes. Elles existent, pourtant. Affirmer de façon péremptoire qu'il n'y a pas d'Europe sociale serait ignorer une réalité plus complexe : l'Europe sociale existe dans les textes, mais elle n'existe pas encore dans les faits, car il n'y a pas de consensus pour leur application et leur amélioration.

Dès les premières phrases du préambule du Traité de Rome de 1957, la dimension sociale de la construction

européenne est affirmée, avec la volonté des Etats-membres, je cite le texte, qui « assignent pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples ». Quant au Traité de Maastricht, il affirme, je cite à nouveau « l'Union se donne pour objectif de promouvoir un progrès économique et social équilibré et durable, un niveau d'emploi et de protection social élevé » .

Le Fonds Social Européen, les objectifs 3 et 4 dans leur globalité, les objectifs 1 et 2 partiellement, ont poursuivi l'objectif social des traités. Des améliorations ont progressivement été apportées. Je pense, naturellement, à la Charte de 1989. Pourtant, le déficit social européen est réel.

La réponse à cette contradiction est de nature quasi philosophique : deux conceptions contraires sont aujourd'hui en présence en Europe, nous le savons. Deux modèles économiques et sociaux s'affrontent,

l'un très libéral, l'autre plus solidaire, et le blocage de l'Europe sociale en est la conséquence.

Or, plusieurs dizaines de millions d'Européens, dont une part significative de jeunes de moins de vingt-cinq ans, sont en ce moment sans emploi, ou dans une grande situation de précarité.

Alors que l'espérance de vie des Européens ne cesse de s'accroître, le nombre de personnes âgées en situation de précarité ou de dépendance suit lui aussi une courbe ~~exponentielle~~ *ascendante*.

La protection des enfants, leur accueil et l'offre de soins et d'encadrement restent limitées dans plusieurs pays.

L'accès des femmes à l'égalité dans le travail et la rémunération est encore majoritairement limité dans les faits.

Les politiques envers les personnes handicapées sont inégalement abouties sur le territoire européen.

Enfin, la mixité sociale, dont l'accès au logement est le facteur déterminant, la lutte contre la pauvreté, la revitalisation des quartiers en grande difficulté, constituent toujours un chantier de grande ampleur dans nos différents pays.

Naturellement, l'Europe n'est pas l'unique réponse. Mais parce qu'elle a vocation à organiser l'espace des peuples qui la composent, et qui lui ont confié des pouvoirs importants, elle doit aujourd'hui agir de façon plus volontariste qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent dans ces domaines.

Dans ce contexte, l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux, actuellement en cours de discussion, serait

une avancée très importante, si elle est acceptée lors du sommet de Nice, en décembre prochain.

Mais nous savons que cette élaboration est déjà soumise à de multiples controverses, et à des oppositions qui sont, en définitive, toujours celles qui ont, jusqu'à présent, freiné la création d'une véritable Europe sociale.

Je l'ai dit, l'Europe n'est pas l'unique réponse. D'abord, parce que les Etats conservent, bien sûr, un rôle prépondérant dans l'exercice de la solidarité, et dans la garantie des droits.

Ensuite, parce que d'innombrables acteurs font vivre, quotidiennement et très concrètement, l'action sociale en Europe. Ces acteurs locaux, bâtisseurs de l'Europe sociale, vous en êtes ici les représentants.

Dans un document établi il y a quelques années par la cellule prospective de la Commission Européenne, une phrase prémonitoire figurait à ce propos, je la cite :

« les métropoles européennes sont des initiatrices nouvelles et prépondérantes en matière de politiques sociales, ou de cohésion économique et sociale » .

Cette perspective est effectivement devenue une forte évidence. Mais je ne suis pas certain qu'il s'agisse d'une nouveauté, mais au contraire, d'une continuité historique, qui prend il est vrai aujourd'hui des formes nouvelles, certainement différentes des bureaux de bienfaisance du passé.

Je l'ai souligné en débutant mon intervention, je suis heureux que Lille soit le cadre de cette rencontre européenne, car dans ce domaine, nous avons beaucoup à dire, mais aussi à montrer.

Les nombreuses visites de réalisations sociales qui vous sont proposées dans le programme de ces journées en sont d'ailleurs une confirmation.

Le développement économique que nous avons engagé dans cette métropole, les grandes réalisations tertiaires, comme Euralille ou Lille Grand Palais, où nous nous trouvons en ce moment, les équipements structurants tels que le TGV Nord ou les nouvelles voies de circulation, ont permis le redémarrage de l'activité, et ont créé les conditions du retour à l'emploi.

Ils ont permis aussi l'ouverture de grands chantiers d'aménagement et de redéveloppement économique dans d'autres villes, comme Roubaix ou Tourcoing.

Mais les disparités économiques et sociales, nous le savons, sont beaucoup plus lentes à s'atténuer. La prospérité côtoie ici,

comme partout en Europe, non pas la misère, mais les retards qui ne sont pas encore comblés *et de lourds handicaps de précaution -*

Depuis près de trente ans, dans mes diverses responsabilités locales et régionales, j'ai pu constater, chaque jour, les effets socialement et humainement destructeurs de la crise économique, mais également les conséquences positives du travail de tous les intervenants concernés par l'action sociale, qu'ils soient institutionnels, privés ou associatifs.

En effet, l'impulsion politique, qu'elle émane des institutions communautaires, ou des instances nationales, ne peut se concrétiser réellement sans une forte implication des acteurs locaux, et un partenariat actif entre les différents intervenants, qu'il s'agisse des collectivités territoriales ou du monde associatif.

Dans le Nord-Pas de Calais, où près de 10% des emplois sont liés à l'économie solidaire, et singulièrement dans l'agglomération lilloise, au cœur d'une des zones les plus urbanisées d'Europe, ce partenariat est même la clef du développement économique et social.

On est en mesure de faire face ---

Sans cette volonté d'action commune, nous n'aurions probablement ~~pu~~ faire face aux difficultés que nous avons connues, et que nous continuons de connaître, dans plusieurs quartiers de notre agglomération. Et je veux ici rendre publiquement hommage à ces femmes et à ces hommes qui sont aux avant-postes de notre société, qui recousent inlassablement le tissu social.

Mesdames et Messieurs, en conclusion, et en vous renouvelant mes souhaits de bienvenue, je veux souligner le lien indestructible entre l'action sociale, le développement économique et la citoyenneté.

Toutes les sociétés qui ont tenté de séparer ces notions se sont engagées dans des impasses, ou dans un développement socialement différencié, dont elles n'ont pu, ou ne peuvent aujourd'hui maîtriser les conséquences humaines.

Les tensions urbaines, la violence, les ghettos sont la réponse désespérée à cette vision fausse du développement collectif.

Ici, dans cette région où les villes ont une identité très ancienne, forgée dans l'adversité et le combat pour la liberté, nous avons lutté pour que tous les habitants soient, malgré les difficultés que nous avons pu connaître, de véritables acteurs locaux, bâtisseurs de leur cité.

Je forme donc le vœu que Lille continue, avec vous, d'être le lieu du débat social européen.